

DEUXIÈME TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE :
NI SARKOZY, NI ROYAL ! BOYCOTTAGE ÉLECTORAL !
LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À CHOISIR LA SAUCE À LAQUELLE
ON VEUT LES MANGER... MAIS À SE PRÉPARER AU COMBAT !

Le premier tour a été marqué par une nette victoire des candidats bourgeois, à commencer par ceux de droite :

- Sarkozy, candidat de la majorité UMP et du gouvernement sortants, arrive largement en tête, avec 31,11 % des voix, score le plus élevé d'un candidat de droite depuis 1974.
- Bayrou, candidat de l'UDF, autre composante de la majorité sortante élue en 2002 (quelles que soient ses rodomontades par la suite), triple ses voix et arrive en troisième position, avec 18,55 % des suffrages, dont une partie des voix de « gauche ».
- Royal, candidate de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie de « gauche » (PS,

LE PRINCIPAL VAINQUEUR DU PREMIER TOUR, C'EST L'ÉTAT BOURGEOIS

Mais la victoire de la bourgeoisie n'est pas seulement celle de ses serviteurs individuels : c'est surtout celle de son État. Bien qu'elles aient été marginalement critiquées par Bayrou et Royal, les institutions de la Ve République sortent renforcées de l'élection (alors qu'elles avaient été ébranlées le 21 avril 2002). Pour mener sa politique, le futur gouvernement pourra se prévaloir d'une forte « légitimité démocratique » formelle : les candidats qualifiés pour le second tour ont recueilli à eux deux près de 57 % des voix (soit deux fois plus que Chirac et Jospin réunis en 2002) et près de 84,6 % des électeurs sont allés voter (avec seulement 1,44 % de bulletins blancs ou nuls et après une forte vague d'inscription sur les listes électorales). Tirant les conséquences du 21 avril 2002, avec une campagne bien orchestrée, des promesses de « changement » ou de « rupture » et bien d'autres fioritures, les partis, les médias et les sondages de la bourgeoisie n'ont pas réussi à enthousiasmer les masses, mais ils ont su faire croire que ces élections pourraient changer un peu les choses en mieux, ou du moins ralentir la dégradation de la situation. En particulier, Sarkozy a réussi à être le candidat le plus crédible de la bourgeoisie, parvenant à convaincre une bonne partie de l'électorat bourgeois et petit-bourgeois

LA RESPONSABILITÉ DES ORGANISATIONS DU MOUVEMENT OUVRIER

Mais la stratégie des partis et des médias de la bourgeoisie n'explique pas tout : il n'était pas fatal que celle-ci emporte une victoire électorale aussi imposante. En réalité, *les directions des organisations du mouvement ouvrier ont une responsabilité majeure dans ce résultat.* Les conditions étaient réunies pour engager une grande dynamique de regroupement ouvrier et anti-capitaliste, après cinq ans d'attaques de Chirac-Sarkozy contre les travailleurs, avec un programme extrêmement droitier du PS et en s'appuyant sur la mobilisation pour le Non au référendum de 2005, sur les émeutes des jeunes des quartiers populaires à l'automne 2005 et sur le grand mouvement anti-CPE de 2006. Cela aurait permis de commencer à reconstruire la conscience de classe.

Or, les directions des organisations du mouvement ouvrier ont refusé de s'unir sur la base d'un

MRC, RdG), recueille 25,83 % des voix, raflant la plupart de celles des Verts et du PCF et, en termes absolus, plus du tiers des suffrages d'extrême gauche de 2002.

• Les candidats du Oui au référendum du 29/05/05 rassemblent 77 % des voix, alors que le Non l'avait emporté à 55 %.

• En revanche, les candidats du mouvement ouvrier ou liés au mouvement ouvrier (Besancenot, Laguiller, Buffet, Bové et Schivardi) ne totalisent que 9 % des voix, contre près de 14 % en 2002 ; à l'exception de Besancenot (qui baisse légèrement en pourcentage, mais gagne 280 000 voix), ils sont laminés.

d'extrême droite de lui faire confiance pour mettre en œuvre réellement une partie de ce que Le Pen préconise en paroles depuis 25 ans. (En revanche, les électeurs populaires de Le Pen lui sont globalement restés fidèles, puisqu'il a recueilli 24 % des voix des ouvriers, presque comme en 2002, et a moins régressé dans les départements très populaires comme la Somme ou le Pas-de-Calais : le FN est donc loin d'être mort !)

De son côté, Bayrou a capté des électeurs de droite effrayés par le style et les méthodes de Sarkozy, mais aussi des électeurs de gauche déboussolés par la similitude des programmes de Royal et Sarkozy et désireux d'un « changement » qu'ils conçoivent de manière confuse, faute de conscience de classe (c'est le cas de nombreux enseignants et membres des classes moyennes).

Quant à Royal, elle a en revanche bénéficié du prétendu « vote utile » des électeurs de la « gauche de la gauche », qui ont voté pour elle non parce qu'ils adhéraient à son programme, mais avec l'illusion de pouvoir battre Sarkozy par ce biais.

En réalité, ce n'est donc nullement la « démocratie », les « idées » et les « projets », mais bien l'illusion et la peur, qui sont les clés du vote du 22 avril 2007.

programme anti-capitaliste cohérent et conséquent. Le PCF, principale force politique organisée du mouvement ouvrier, est le plus grand coupable : en impulsant une orientation « anti-libérale » qui n'était qu'un nouvel avatar du réformisme le plus illusoire, la direction du PCF a voulu préserver ses liens privilégiés avec le PS, pour sauver ses élus et son appareil à l'occasion des élections de 2007 et 2008. Dès lors, elle a conduit la LCR à rompre (à juste titre) les discussions, avant que les manœuvres d'appareils n'achèvent la dislocation, le PCF et les partisans de Bové décidant finalement de mener leur campagne « anti-libérale » chacun de son côté. **Leur débâcle électorale est donc le produit inévitable du programme et des manœuvres des « collectifs anti-libéraux » :** refusant de rompre avec le réformisme, cultivant des illusions sur le PS (au-delà

de leurs critiques contre Royal) et présentant deux candidats sur le même programme, ils se sont condamnés à une orientation sans la moindre crédibilité possible, quel que soit par ailleurs le poids du « vote utile ».

Mais les organisations dites d'« extrême gauche » ne sont pas en reste. LO, le PT et la LCR n'ont même pas essayé de discuter ensemble, à quelque moment que ce soit, pour essayer de se mettre d'accord sur la base d'un programme anti-capitaliste conséquent (c'est la ligne que, pour sa part, le Groupe CRI a défendue). Chacun a décidé de faire campagne dans son coin, mais aucun n'a défendu un tel programme :

• **Si le PT a raison de ne pas appeler à voter Royal au second tour, cela n'efface pas le fait qu'il ait franchi la frontière de classe au premier :** en impulsant la candidature d'un petit patron, Gérard Schivardi, sur la base d'un « programme » réduit à la dénonciation de la seule Union européenne (sans le moindre mot contre le capitalisme ou contre l'État français), il a sombré dans un lamentable nationalisme républicain petit-bourgeois et un prétendu « front unique » avec des maires de droite. En perdant des voix par rapport à 2002, le PT ne peut même pas justifier son renoncement aux principes de classe par une quelconque efficacité. C'est manifestement pour éviter le contrecoup prévisible de ce « résultat », c'est-à-dire la réaction critique des militants, que la direction du PT a sorti de son chapeau — comme elle le fait tous les dix ans environ ! — le projet d'un prétendu « nouveau parti ouvrier ». Certes, s'il s'agissait d'ouvrir la discussion avec les autres organisations qui se réclament de la lutte de classe, le projet d'un nouveau parti ouvrier anti-capitaliste pourrait être intéressante. Mais le but est manifestement d'aller vers... un nouveau nom du PT réuni avec lui-même... et affublé de quelques maires ! Sur le fond, il s'agit de cristalliser l'orientation de la campagne Schivardi comme seule et unique ligne du PT, toujours plus éloignée des principes de classe prolétariens. Il faut espérer que les militants réagiront contre ce nouveau pas en avant vers la liquidation de leur propre parti, impulsée par leur direction révisionniste.

• **Lutte ouvrière a mené une campagne routinière, sans saveur, sur la base d'un programme encore plus réformiste que d'habitude.** Au refus de tracer la perspective d'une rupture avec le capitalisme et d'un

gouvernement des travailleurs, est venue s'ajouter cette fois une présentation de Royal comme « moins pire » que Sarkozy. Alors que le succès de LO en 1995 et en 2002 (où A. Laguiller avait dépassé les 5 % des voix) avait reposé sur l'indépendance à l'égard du PS et sur une dénonciation systématique de sa politique, LO a renoncé à ce qu'elle avait à dire d'intéressant et déboussolé les travailleurs qui lui faisaient confiance, au moment même où la pression du prétendu « vote utile » se faisait plus forte que jamais ! En cédant à cette pression, en préparant ouvertement, depuis l'automne, son appel à voter pour Royal au second tour, LO a conduit des centaines de milliers de travailleurs à choisir Royal dès le premier ! Dans son communiqué du 22 avril, A. Laguiller dénonce certes le programme de Royal et prédit que, « si elle est élue, elle ne sera pas pire que Sarkozy, mais elle ne sera pas meilleure »... mais elle n'en appelle pas moins à voter pour la candidate du PS, en arguant *uniquement* de sa « solidarité » avec ceux qui veulent battre Sarkozy ! Comment une organisation qui détermine son orientation uniquement à partir des peurs des travailleurs, au lieu de les aider à dégager une ligne indépendante et à prendre confiance dans leurs propres forces, peut-elle se dire marxiste et révolutionnaire ? Là encore, il appartient aux militants de tirer les conséquences de ce virage à droite sans précédent et de la débâcle électorale qui en résulte.

• **La LCR, enfin, a mené une campagne réformiste analogue à celle de LO, mais avec beaucoup plus de talent.** Le dynamisme, la jeunesse, la verve de son candidat lui ont permis de compenser l'effet du prétendu « vote utile » en gagnant notamment des étudiants et des jeunes travailleurs. Électoralement, cela montre à une petite échelle ce qu'il aurait été possible de réaliser en grand si la campagne avait été unitaire et énergique. Cependant, **le refus de défendre la perspective d'un gouvernement des travailleurs et la distinction permanente entre Sarkozy et Royal débouchant sur l'appel à voter pour celle-ci au second tour, marquent les limites de cette campagne :** si le vote Besancenot signifie en lui-même le refus du programme de Royal et la volonté de combattre de travailleurs et de jeunes particulièrement conscients et courageux, la campagne de la LCR n'aura guère contribué à les élever jusqu'à une conscience révolutionnaire.

NI SARKOZY LE CHOLÉRA, NI ROYAL LA PESTE : REFUSONS CE VOTE DE MASCARADE !

Au second tour, les travailleurs et les jeunes sont plus que jamais enfermés dans la mascarade anti-démocratique de la Ve République, qui prétend les forcer à « choisir » entre deux représentants de la bourgeoisie. De fait, nous n'avons pas le moindre intérêt à voter davantage pour Royal que pour Sarkozy : refusons massivement d'aller voter le 6 mai, pour montrer notre refus de cette mascarade !

Les programmes des deux candidats ne sont pas fondamentalement différents, de même que les attaques des gouvernements Raffarin et Villepin s'inscrivaient dans la stricte continuité de celles du gouvernement Jospin, si clairement sanctionnées par les travailleurs le 21 avril 2002. Le PS a mené une politique de contre-réformes systématiques en dirigeant l'État bourgeois pendant la plus grande partie du dernier quart de siècle, car il est acquis *autant* que l'UMP au capitalisme et au

libéralisme. Aujourd'hui, **Royal ne s'engage même pas à abroger les lois de régression sociale de la droite.** Au contraire, elle promet une politique bien pire encore que celle de Jospin en 1997-2002 : elle s'engage au respect scrupuleux des exigences du MEDEF et des règles de l'Union européenne, les cinq premières de ses 100 propositions sont des exonérations de charges sociales, elle refuse de revaloriser davantage le SMIC que ne l'a fait le gouvernement de droite chaque année depuis 2002, elle prévoit la mise en place d'un « contrat première chance » qui est une resucée du CPE de Villepin balayé par la grève générale étudiante en 2006, etc.

Faut-il considérer cependant que les méthodes de Sarkozy et de Royal seraient différentes ? Même si c'était vrai, les travailleurs n'auraient pas à choisir le flacon de leur détresse ! Mais qu'en est-il en fait ? Certes, Sarkozy voudrait remettre en cause le droit de grève,

amplifier les attaques contre les jeunes, les sans-papiers, les immigrés en général, etc. Un gouvernement de Royal serait peut-être moins brutal dans un premier temps, mais rien n'indique qu'il le serait à moyen terme, et il serait en tout cas d'emblée *plus pervers* : **plus encore que Sarkozy, sa méthode consisterait avant tout à associer les directions syndicales à la mise en œuvre de ses contre-réformes**, avec le soutien de tous les « réformistes », qui feraient en permanence aux travailleurs le chantage d'un retour de la droite au pouvoir pour désamorcer toute contestation sociale et politique un tant soit peu sérieuse. De fait, c'est cette méthode qui a été mise en œuvre avec succès par Jospin en 1997-2002, où il y a eu beaucoup moins de mobilisations contre les contre-réformes qu'en 2002-2007...

Mais en outre, d'ores et déjà, Royal a en fait annoncé clairement qu'elle ne compte pas s'en tenir à une

PRÉPARONS D'URGENCE LA RÉSISTANCE AUX ATTAQUES DU FUTUR GOUVERNEMENT !

Les travailleurs et les jeunes doivent donc se préparer, par la clarification politique et en s'organisant sur une base d'indépendance de classe, à affronter le prochain gouvernement, *quel qu'il soit*. **Il y a urgence : dans les tous prochains mois, la bourgeoisie sera pressée de transformer sa victoire électorale en une victoire sociale**. C'est pourquoi il faut tirer très vite les leçons de ces élections et œuvrer à partir de là à la **constitution d'un large front unique des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier, capable de résister aux attaques imminentes**.

Les organisations et les militants qui se réclament de la révolution ont une responsabilité majeure. En particulier, les élections législatives de juin fournissent l'occasion de ne pas rejouer la partition dispersée des présidentielles, qui a conduit à l'échec : **il est encore possible, et plus que jamais nécessaire, de réaliser une alliance électorale sur la base d'un programme commun anti-capitaliste cohérent et conséquent, pour y gagner massivement des travailleurs et des jeunes et préparer ainsi au mieux la lutte de classe directe de la période suivante**.

Seule à avoir connu un relatif succès électoral le 22 avril, la LCR a un rôle particulier à jouer. O. Besancenot a donc eu raison de déclarer, au soir du premier tour : *« J'appelle celles et ceux qui se sont reconnus dans nos*

méthode « douce » : elle a exacerbé le discours nationaliste (chantant la Marseillaise et prônant le drapeau tricolore dans chaque foyer) ; elle ne s'est pas engagée à abroger les lois sécuritaires de Sarkozy, ni les lois anti-immigrés prises et appliquées par la droite et la gauche depuis vingt-cinq ans ; elle n'a promis de régulariser que certains sans-papiers, au cas par cas, tout comme Sarkozy l'a fait et le fera selon l'intérêt des patrons — or cela implique que la police et la justice auront mandat pour continuer leur harcèlement, leurs rafles et leurs expulsions de tous les autres ; elle a annoncé une politique répressive renforcée contre les jeunes (appel à l'armée pour « redresser » les « délinquants ») ; enfin, elle a le projet d'accélérer l'intégration des syndicats à l'État, avec le financement public des organisations et la syndicalisation obligatoire...

propositions à se regrouper pour qu'ensemble nous puissions créer une force susceptible de les défendre dans les mobilisations sociales » ; ou encore : *« La LCR vous propose de construire ensemble cette force capable de combattre le capitalisme et d'offrir l'espoir qu'un autre monde est possible. »* Oui, O. Besancenot a raison sur ce point : il est vital que, contrairement à la déclaration similaire d'A. Laguiller au soir du premier tour en 1995, cet appel ne reste pas lettre morte.

Pour sa part, le Groupe CRI est prêt à s'engager de toutes ses forces dans un **grand mouvement pour la construction d'une véritable organisation anti-capitaliste cohérente et conséquente**, strictement indépendante de l'État et des partis de la bourgeoisie et fonctionnant selon les principes de la démocratie ouvrière. Il y défendrait ouvertement son programme communiste révolutionnaire internationaliste de transition, centré sur la perspective de la *rupture avec le capitalisme* et, par conséquent, du *gouvernement des travailleurs, par les travailleurs et pour les travailleurs*.

Déclaration du 25-04-07

Contactez le Groupe CRI !

Tél. : 06 64 91 49 63. Courriel : groupecri@free.fr

RÉUNION PUBLIQUE AVEC LES MILITANTS DU Groupe CRI :

SAMEDI 28 AVRIL à 13 heures à Paris

Pour y participer, nous contacter par courriel ou au 06 64 91 49 63.